

Séance ordinaire du 10 novembre 2003

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce dixième jour du mois de novembre deux mille trois, à dix-neuf heures trente, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Assistent à la séance : Sabin Tremblay, directeur général adjoint et Jean Marion, assistant greffier.

CV-2003-09-46

Dépôt de la déclaration des intérêts pécuniaires du membre du Conseil de la Ville Guy Dumoulin

L'Assistant greffier donne les avis prévus à l'article 359 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., c. E-2.2) et la déclaration des intérêts pécuniaires du membre du Conseil de la Ville Guy Dumoulin est déposée.

CV-2003-09-47

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 10 novembre 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-48

Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (secteur de l'Abbaye)

Réf. : [AGT-GER-2003-001](#)

Le Maire tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Il explique de Projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Environ 125 personnes sont présentes.

CV-2003-09-49

Période de questions

Environ 125 personnes assistent à la séance. Plusieurs personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2003-09-50

Dépôt de l'état des revenus et dépenses au 30 septembre 2003 et de la projection pour 2003

Réf. : [FIN-2003-029](#)

L'état des revenus et des dépenses au 30 septembre 2003 ainsi que les états comparatifs sur les revenus et les dépenses projetés pour l'exercice financier 2003, tels que préparés par le Trésorier, sont déposés.

CV-2003-09-51

Rapport du Maire sur la situation financière

Le Maire fait rapport sur la situation financière de la Ville et dépose son rapport auquel est annexée une liste de contrats qui sera complétée et déposée lors de la prochaine séance du Conseil de la Ville.

CV-2003-09-52

Approbation du procès-verbal des séances ordinaire du Conseil de la Ville du 14 octobre 2003 et spéciale du 20 octobre 2003

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Ville tenue le 14 octobre 2003 et de la séance spéciale du Conseil de la Ville tenue le 20 octobre 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-53

Dépôt du procès-verbal des séances du Comité exécutif des 8, 14, 15, 20 et 27 octobre 2003

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif tenues les 8, 14, 15, 20 et 27 octobre 2003 est déposé.

CV-2003-09-54

Cautionnement du Parc nautique Lévy (1984) inc. pour un emprunt

Réf : [DEC-2003-005](#)

Attendu que, depuis sa fondation, le Parc nautique Lévy (1984) Inc. a effectué des immobilisations de l'ordre de plus de 2 millions sur des terrains appartenant à la Ville;

Attendu qu'il est nécessaire de remplacer les pontons de bois par de nouveaux pontons en acier galvanisé, dont la durée de vie utile est estimée à au moins 30 ans, et par la même occasion, de procéder au remplacement des ancrages, et qu'un emprunt additionnel de 150 000 \$ devra être effectué à cette fin auprès du Centre financier aux entreprises Desjardins Lévis-Lotbinière;

Attendu que la corporation du Parc nautique Lévy (1984) Inc. est à refinancer le solde d'un emprunt évalué à 190 000 \$, pour lequel la Ville s'est déjà portée caution pour un montant de 300 000 \$ à l'origine;

Attendu que le nouvel emprunt s'élèvera à 340 000 \$, soit 190 000 \$ pour le refinancement et 150 000 \$ pour assurer le financement de nouvelles immobilisations;

Attendu que cette dépense en immobilisation sera faite sur les terrains appartenant à la Ville et que, pour ce motif, l'institution prêteuse exige que la Ville se porte caution;

Attendu que ledit prêt sera entièrement remboursé par la corporation du Parc Nautique Lévy (1984) Inc.;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Sous réserve de l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, de cautionner Parc Nautique Lévy (1984) inc. pour un emprunt d'un montant maximal de 340 000 \$ devant servir exclusivement aux dépenses en immobilisations décrites à la fiche de prise de décision DEC-2003-005 ainsi qu'à refinancer le solde de

190 000 \$ pour laquelle l'ex-Ville de Lévis s'est portée caution pour une somme originale de 300 000 \$ par la résolution 99-625, auprès du Centre financier aux entreprises Desjardins Lévis-Lotbinière, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins majoré de 0% l'an, le tout selon les termes de la lettre d'intention annexée à cette fiche de prise de décision et ce, à la condition que la Ville soit libérée du cautionnement autorisé par la résolution numéro 99-625 et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

De demander en conséquence au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir l'autorisation requise pour que la Ville se porte caution de Parc Nautique Lévy (1984) inc., tel que ci-avant mentionné.

De prévoir qu'advenant le cas où le Centre financier aux entreprises Desjardins Lévis-Lotbinière demandait à la Ville d'exécuter le contrat de cautionnement, qu'une proportion de 55,88% de l'obligation soit assumée par les contribuables de l'ex-Ville de Lévis et qu'une proportion de 44,12% de l'obligation soit assumée par les contribuables de la Ville de Lévis.

D'accepter que Parc Nautique Lévy (1984) inc., en contrepartie de la caution qui sera émise par la Ville, accorde à la Ville une garantie hypothécaire sur l'immeuble abritant la Capitainerie et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer une convention modifiant la convention intervenue le 17 décembre 1999 avec Parc Nautique Lévy (1984) inc. à l'effet de remplacer le paragraphe B de l'article 8 par le suivant :

« B- Aux fins de financer le projet de remplacer les pontons A et B par des pontons en acier galvanisé et remplacer les ancrages, incluant la fermeture du prêt numéro 1 et la libération de la Ville comme caution de ce prêt, le tout pour un montant de 340 000 \$, la Ville accepte de se porter caution auprès de la corporation et ce, en vertu des dispositions de la *Loi sur les Cités et Villes* »

et prévoyant que les autres dispositions de la convention signée le 17 décembre 1999 demeurent inchangées et que la nouvelle convention remplace partiellement celle signée entre les parties le 17 décembre 1999.

Adoptée à l'unanimité

Le membre du Conseil de la Ville Jocelyn Olivier quitte son siège.

CV-2003-09-55

Demande de subvention dans le cadre du programme « Villages branchés du Québec » pour la construction d'un réseau de fibre optique en partenariat avec la Municipalité régionale de comté de Lotbinière et la Commission scolaire des Navigateurs

Réf. : [FIN-TI-2003-009](#)

Attendu que la Ville entend se doter d'une infrastructure de télécommunication permettant de répondre aux besoins actuels, mais également capable de faire face à l'arrivée de nouvelles applications (ex. géomatique) et à l'apparition de nouveaux besoins;

Attendu l'opportunité pour la Ville d'établir un partenariat avec la Commission scolaire des Navigateurs et la MRC de Lotbinière réduisant ainsi les coûts afférents;

Attendu la possibilité d'obtenir une aide financière dans le cadre du programme « Villages branchés du Québec »;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-30 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accepter qu'une demande commune d'aide financière pour la construction d'un réseau de fibre optique soit déposée dans le cadre du programme « Villages branchés du Québec avec la Municipalité régionale de comté de Lotbinière et la Commission scolaire des Navigateurs et que la Commission scolaire agisse à titre de représentant du groupe dans le cadre de cette demande.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-56

Libération d'un montant réservé au fonds de roulement pour l'acquisition de l'Îlot Saint-Gabriel

Réf : [FIN-2003-027](#)

Attendu qu'un montant de 100 000 \$ plus taxes provenant d'un emprunt au fonds de roulement a été affecté aux activités d'investissement pour le financement de l'acquisition du lot 1411 du cadastre de Lévis (quartier Notre-Dame) par la résolution CV-2003-01-69 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-37 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

De libérer le montant de 100 000 \$, plus taxes, réservé au fonds de roulement pour financer l'acquisition de l'Îlot Saint-Gabriel.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-57

Financement de la dépense relative à l'acquisition d'ameublement de bureau

Réf. : [FIN-APP-2003-005](#)

Attendu que les changements opérés par la réorganisation administrative nécessitent en plus du déménagement de certains employés, le réaménagement de certains locaux et l'acquisition de mobilier adapté selon les besoins ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

Pour financer la dépense relative à l'acquisition de l'ameublement énuméré à la liste annexée à la fiche de prise de décision FIN-APP-2003-005, en y ajoutant l'acquisition d'équipements informatiques pour le personnel d'urbanisme de l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (8 000 \$) et en supprimant l'équipement prévu pour le Vérificateur général (8 500 \$) qui fera l'objet d'une analyse spécifique ultérieure et donc, pour une dépense totale estimée à 124 500 \$, d'affecter ce montant aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de trois ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2004.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-58

Suivi environnemental concernant les lieux d'élimination de neige

Réf. : [RE-GEN-2003-175](#)

Attendu que la Ville a déposé une demande de certificat d'autorisation au ministère de l'Environnement concernant les lieux d'élimination de neige suivants :

- Des Calfats (secteur Lévis) ;
- Ruisseau Rouge (secteur Lévis);

Attendu que la Ville déposera sous peu une demande de certificat d'autorisation pour les lieux d'élimination de neige :

- Route Lagueux (secteur Saint-Nicolas) ;
- Charny (secteur Charny);

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-19 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

De s'engager, tel qu'exigé par le ministère de l'Environnement selon son « Guide d'aménagement des lieux d'élimination de neige et mise en œuvre du Règlement sur les lieux d'élimination de neige » et ce, pour les lieux d'élimination de neige des Calfats (secteur Lévis), du ruisseau Rouge (secteur Lévis), route Lagueux (secteur Saint-Nicolas) ainsi que du secteur Charny à :

- réaliser le programme de suivi des eaux de fonte et de ruissellement et respecter les exigences de rejets;
- réaliser le programme de suivi des eaux souterraines et respecter les seuils d'alerte établis;
- intervenir immédiatement en cas de dépassement d'un seuil d'alerte ou d'une exigence de rejet par la détermination de la cause du dépassement, le choix des mesures correctrices et la mise en œuvre de celles-ci;
- conserver les résultats pendant une période minimale de cinq ans et les transmettre au ministère de l'Environnement sur demande.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-59**Recommandation à la Société de l'assurance automobile du Québec concernant une demande de permis de transport de véhicules hors-norme de la compagnie Ultramar et fermeture temporaire de rues**Réf. : [RE-GEN-2003-169](#)

Attendu que la raffinerie Ultramar ltée entend acquérir de nouveaux équipements dont les dimensions et la charge nécessitent l'obtention d'un permis de véhicules hors-norme pour assurer leur transport ;

Attendu que l'étude d'impact réalisée par Technisol/BPR Groupe Conseil concernant la capacité portante des infrastructures où circuleront ces véhicules est concluante ;

Attendu que le parcours emprunté nécessite la fermeture temporaire de certaines rues de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-22 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De recommander à la Société de l'assurance automobile du Québec d'émettre un permis de transport de véhicules hors-norme à la compagnie Ultramar et ce, à la condition que cette dernière s'engage à :

- remplir les obligations techniques imposées par le Service du génie mentionnées à la fiche de prise de décision RE-GEN-2003-169;
- prendre fait et cause et mettre hors de cause la Ville en cas de réclamation par un tiers;
- rembourser tous les frais occasionnés à la Ville ;
- compléter les expertises après le passage du convoi et assumer les coûts de remise en état des infrastructures.

De ratifier la fermeture temporaire des rues du Moulin, Caron, Perreault et le boulevard de la Rive-Sud pour permettre le passage de ces véhicules hors-norme, du 9 novembre 2003 à 20h00 au 10 novembre 2003 à 6h00 et, en cas de mauvais temps, du 10 novembre 2003 à 20h00 au 11 novembre 2003 à 6h00.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-60**Financement des travaux d'aménagement d'un stationnement temporaire au poste de police du secteur Saint-Romuald**Réf. : [RE-GEN-2003-160](#)

Attendu qu'en raison du nombre de policiers oeuvrant au poste situé sur le Chemin du Sault (secteur Saint-Romuald) des espaces de stationnement additionnels sont requis ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-40 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Pour financer la dépense relative aux travaux d'aménagement en régie d'un stationnement temporaire de 30 espaces en gravier, sur le terrain public à proximité du poste de police du secteur Saint-Romuald, estimée à 19 717 \$, d'affecter ce montant aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de trois ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2004.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-61

Prime de garde aux contremaîtres du Service des travaux publics (arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest)

Réf. : [RE-2003-021](#)

Attendu que le service de garde relié aux opérations de déneigement dans l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest a été assumé en alternance par 3 contremaîtres du Service des travaux publics pendant la période comprise entre le 24 mars et le 18 avril 2003 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-38 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'autoriser le paiement d'une prime de garde hebdomadaire de 304 \$ à Jacques Bargoné, Danny Lessard et Pierre Ouellet, contremaîtres du Service des travaux publics à l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest, pour la période du 24 mars 2003 au 18 avril 2003 pour avoir assumé la responsabilité du service de première ligne et de vérification pendant cette période.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-62

Octroi de contrat pour la fourniture du service d'entretien des lieux d'élimination de neige de l'arrondissement Desjardins

Réf. : [RE-TP-2003-053](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant la fourniture du service d'entretien des lieux d'élimination de neige à l'arrondissement Desjardins ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder le contrat pour la fourniture du service d'entretien des lieux d'élimination de neige de l'arrondissement Desjardins à M.D.N. Pelletier inc., pour une période de cinq ans, au prix unitaire de 0,264 ¢ le mètre cube pour une dépense totale estimée à 1 138 747,50 \$, taxes incluses, ce prix à être indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation (I.P.C.) et ce, conformément au devis et à sa soumission.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-63

Demande de crédits additionnels pour les travaux de réfection de la tour de refroidissement de l'incinérateur

Réf. : [RE-MR-2003-015](#)

Attendu le rapport d'inspection des systèmes de traitement des gaz de l'incinérateur préparé par TEMTEC Consultants inc. faisant état du degré de détérioration de la tour de refroidissement et des réparations devant y être effectuées ;

Attendu les disponibilités budgétaires au poste 01-234-40-013, dépôts des matériaux secs ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder un crédit additionnel de 100 000 \$ au poste 01-234-40-013 à même le poste de dépenses 02-451-26-521 pour permettre d'effectuer les travaux de réfection de la tour de refroidissement à l'incinérateur.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-64

Abrogation de la résolution CV-2003-04-12 « Entente à intervenir avec Douville, Moffet & Associés concernant la réalisation de travaux de voirie sur la rue des Sizerins (secteur Saint-Nicolas)

Réf. : [AGT-GEP-2003-015](#)

Attendu que le Conseil de la Ville adoptait le 12 mai 2003, la résolution CV-2003-04-12 pour autoriser la signature d'une entente concernant la réalisation de travaux de voirie sur la rue des Sizerins (secteur Saint-Nicolas) ;

Attendu que les travaux prévus seront réalisés dans le cadre des travaux de la rue des Bruants ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-11-80 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'abroger la résolution CV-2003-04-12 « Entente à intervenir avec Douville, Moffet & Associés concernant la réalisation de travaux de voirie sur la rue des Sizerins (secteur Saint-Nicolas).

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-65

Acquisition d'infrastructures et de servitudes sur partie des lots 2 288 569 et autres du cadastre du Québec (ruisseau de la Savane, secteur Saint-Rédempteur)

Réf. : [AGT-GEP-2003-022](#)

Attendu que des travaux ont été réalisés par le promoteur Les Boisés de Saint-Rédempteur (1990) inc. (rue de l'Aiglon, secteur Saint-Rédempteur) et qu'il y a lieu d'acquérir les servitudes requises pour l'entretien des infrastructures servant à la canalisation du ruisseau de la Savane (secteur Saint-Rédempteur) ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'acquérir à titre gratuit les infrastructures servant à la canalisation du ruisseau de la Savane (secteur Saint-Rédempteur) situées sur une partie des lots 2 288 569, 2 288 585, 2 288 586, 2 288 587 et 2 288 588 du cadastre du Québec, d'acquérir en conséquence les servitudes de pose et d'entretien de ces infrastructures et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-66

Renouvellement du bail intervenu avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada concernant le prolongement de la 19^{ème} Rue (secteur Saint-Rédempteur)

Réf. : [AGT-GEP-2003-014](#)

Attendu qu'une partie de la 19^{ème} Rue (secteur Saint-Rédempteur) est construite sur un terrain appartenant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada ;

Attendu que le bail intervenu avec la Compagnie de chemins de fer nationaux du Canada vient à échéance le 31 décembre 2003 et qu'il y a lieu de reconduire celui-ci pour un terme additionnel de 3 ans;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-32 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De reconduire le bail numéro 520006 intervenu avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour un loyer de 880 \$ annuellement, plus taxes, pour la période du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006, concernant un lieu situé au point milliaire 9.25 de la subdivision Drummondville (secteur Saint-Rédempteur) et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer le contrat de renouvellement annexé à la fiche de prise de décision AGT-GEP-2003-014.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-67

Participation de la Ville dans le cadre du programme de Supplément au loyer de la Société d'Habitation du Québec (projet rue des Plaines, secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)

Réf. : [AGT-GEP-2003-018](#)

Attendu que le Conseil de la Ville par sa résolution CV-2002-07-40 donnait son aval pour l'implantation de 320 unités de logements sociaux sur son territoire impliquant un investissement de l'ordre de 2 640 000 \$ dans le cadre du programme AGIR, volet Habitation, Accès-Logis et Logements abordables ;

Attendu qu'un inventaire des sites potentiels pour l'implantation de ces logements a été réalisé par le Service du développement du territoire en collaboration avec le Groupe de recherche technique de Lévis et l'Office municipal d'habitation de Lévis ;

Attendu que le projet de mise aux normes et d'agrandissement de la résidence Saint-Étienne située au 8, rue des Plaines (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) figure parmi ceux qui sont admissibles au programme Supplément de loyer ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-36 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De participer au programme de Supplément au loyer de la Société d'Habitation du Québec dans une proportion maximale de 10% et ce, pour un maximum de 50% des logements réalisés dans le cadre du projet de la mise aux normes et de l'agrandissement de la résidence Saint-Étienne située au 8, rue des Plaines (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon).

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-68

Demande de participation au programme Villes et Villages d'art et de patrimoine du ministère de la Culture et des communications (toponymie)

Réf. : [AGT-GEP-2003-024](#)

Attendu que la Commission de toponymie qui sera constituée aura comme principale tâche de proposer une toponymie qui respecte la réglementation de la Ville et les critères de la Commission de toponymie du Québec dont les sources d'inspiration recommandées sont :

- Ressources historiques et folkloriques du milieu;

- Ressources de la géographie;
- Préservation des régionalismes;
- Milieu autochtone;
- Désignations commémoratives;
- Noms de personnes.

Attendu que la Commission de toponymie de la Ville devra constituer une banque de noms qui respectera ces critères;

Attendu que des candidats au programme VVAP (Villes et villages d'art et de patrimoine) seront disponibles au mois de mars 2004 et que le salaire et les frais de formation de ceux-ci seront assumés à 50% pour une période de trois ans par le ministère de la Culture et des Communications du Québec;

Attendu qu'un montant d'argent est prévu dans le cadre de la planification budgétaire au projet de PTI déposé concernant la constitution de la Commission de toponymie de la Ville ;

Attendu que le ou la candidat(e) retenu(e) devra, en collaboration avec la Commission de toponymie de la Ville, mettre en place une politique de toponymie (parcs, rues, places publiques, ruisseaux, bâtiments publics, etc.) mettant en valeur l'histoire locale et la personnalité des différents secteurs de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De déposer une demande de participation au programme Villes et Villages d'art et de patrimoine du ministère de la Culture et des Communications afin de conclure une entente de partenariat pour l'embauche d'un candidat VVAP au Service gestion de projets qui devra répondre aux critères de sélection de la Ville en regard du mandat de la Commission de toponymie de la Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-69

Acquisition et ouverture de rue sur le lot 3 075 069 du cadastre du Québec (rue de l'Affluent, secteur Saint-Nicolas)

Réf. : [AGT-GEP-2003-025](#)

Attendu que les promoteurs 9020-4298 Québec inc. et Gély Construction inc. ont complété les travaux d'infrastructures sur le lot 3 075 069 du cadastre du Québec (rue de l'Affluent, secteur Saint-Nicolas)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'acquérir le lot 3 075 069 du cadastre du Québec à titre gratuit et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur le lot 3 075 069 du cadastre du Québec tel que montré au plan de Laurent Beaurivage, arpenteur-géomètre, minute 13 310, et ce, conditionnellement à son acquisition.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-70

Subventions à des organismes de la communauté

Réf. : [DVC-SOC-2003-040](#)

Attendu que la Ville compte sur les corporations comme organismes partenaires;

Attendu que ce partenariat comporte du soutien et des services et, pour certains organismes, une assistance financière;

Attendu que la première tranche de subvention fut octroyée en avril 2003 au Patro de Lévis inc. et au Comité des Loisirs du secteur Saint-David;

Attendu que les organismes ont réalisé l'offre de service de terrain de jeux 2003 et déposé leur rapport final;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-04 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De verser une subvention de :

- 21 678,33 \$ au Patro de Lévis inc. ;
- 2 772,25 \$ au Comité des Loisirs du secteur Saint-David ;

et ce, pour permettre à ces deux organismes de finaliser la réalisation des activités du programme de terrain de jeux 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-71

Subvention à l'Association des personnes handicapées de Lévis

Réf. : [DVC-SOC-2003-039](#)

Attendu que le service de répit est un service essentiel répondant à un besoin réel pour les familles qui vivent avec des personnes ayant des besoins particuliers;

Attendu que le Centre de Réadaptation en Déficience Physique, le Centre de Réadaptation en Déficience Intellectuelle, le CLSC Desjardins, le CLSC Paul-Gilbert, la Corporation de Développement Communautaire et Personnes Handicapées en Action de la Rive-Sud se sont concertés pour appuyer la demande de subvention de l'Association des personnes handicapées de Lévis;

Attendu l'engagement de la Ville dans le support aux familles lors des États généraux de la famille ainsi que dans le cadre de la planification stratégique;

Attendu qu'il s'agit d'une aide ponctuelle et non récurrente, qui permettra à l'association de prolonger son service de répit dans l'attente d'une décision de la part de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches;

Attendu que l'Association des personnes handicapées de Lévis inc., fera également une demande d'aide financière de 7 500 \$ au Fonds d'aide Chutes-Chaudière (équivalent de la CAFOL);

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-13 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De verser une subvention non récurrente de 5 000 \$ à l'Association des personnes handicapées de Lévis inc. pour lui permettre d'assurer son service de répit et de dépannage pour répondre aux besoins des personnes handicapées et de leur famille, à même les crédits du poste budgétaire 02-194-00-970.

D'accorder son support à l'Association dans sa démarche pour obtenir du financement adéquat et récurrent auprès de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches et du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Adoptée à l'unanimité

Le membre du Conseil de la Ville Anne Ladouceur quitte son siège.

CV-2003-09-72

Subvention au club de gymnastique Gymnamic

Réf. : [DVC-SPO-2003-060](#)

Attendu que le club de gymnastique Gymnamic est un organisme reconnu par la Ville et qu'il ne dispose pas de site d'entraînement permanent;

Attendu que la manipulation et l'installation des appareils de gymnastique exposent les jeunes gymnastes à des risques d'accident ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-34 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller André Hamel

De verser une subvention de 15 540 \$ au club de gymnastique Gymnamic pour lui permettre de défrayer les coûts d'un service d'appariteurs pour le montage et le démontage des appareils lors des activités de la saison automne 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-73**Subvention à Travail Jeunesse**Réf. : [DVC-2003-030](#)

Attendu que l'organisme Travail Jeunesse oeuvrant auprès de jeunes décrocheurs a présenté une demande d'aide financière représentant le montant de la taxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 2003 imposée sur le local occupé par l'organisme ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De verser une subvention de 2 452,10 \$ à Travail Jeunesse représentant une somme égale à la taxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 2003.

Adoptée à l'unanimité

Le membre du Conseil de la Ville Anne Ladouceur reprend son siège.

CV-2003-09-74**Financement du projet d'intervention dans le parc des Oliviers (secteur Lévis)**Réf. : [DVC-EQR-2003-019](#)

Attendu qu'une liste de projets a été préparée concernant plusieurs secteurs de la Ville et que des ressources financières pour fins d'amélioration des parcs sont disponibles pour ceux-ci ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-11 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De financer le projet d'intervention dans le parc des Oliviers (secteur Lévis) apparaissant au tableau annexé à la fiche de prise de décision DVC-EQR-2003-019, selon le mode de financement indiqué à celui-ci.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-75

Entente à intervenir avec Vélo Québec inc. concernant la signalisation de la Route verte du Parcours des Anses (axe 1, secteur Lévis) et de la route 175 combinée à l'Écoparc de la rivière Chaudière (axe 6, secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville)

Réf. : [DVC-SPO-2003-059](#)

Attendu que Vélo Québec inc. est mandaté par le gouvernement du Québec pour agir à titre de maître d'œuvre du programme de la Route verte ;

Attendu que pour obtenir la reconnaissance des différents tracés de la Route verte situés sur le territoire de la ville, il y a lieu de conclure une entente de collaboration à cet effet avec Vélo Québec inc.;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-12 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente de collaboration à intervenir avec Vélo Québec inc. afin de permettre la signalisation et ainsi l'homologation du Parcours des Anses et de l'Écoparc de la rivière Chaudière (route 175 entre le secteur Charny et la limite Sud du territoire dans le secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville) comme étant des tronçons s'inscrivant dans la constitution du réseau cyclable de la Route verte, telle qu'annexée à la fiche de prise de décision DVC-SPO-2003-059.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-76

Renouvellement de contrats pour la fourniture du service d'urgence 9-1-1 à d'autres municipalités

Réf. : [POL-2003-071](#)

Attendu que plusieurs contrats de fourniture du service d'urgence 9-1-1 viennent à échéance en 2004 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer le renouvellement des contrats de fourniture du service d'urgence 9-1-1 intervenus avec les municipalités suivantes et ce, aux mêmes conditions que les contrats en cours :

Janvier :

- Saint-Agapit ;
- Sainte-Hénédine ;
- Saint-Elzéar de Beauce ;
- Sainte-Marie de Beauce ;
- Saint-Gilles ;
- Val-Alain ;

Avril :

- Cacouna Village ;

- Saint-Modeste ;
- Cap-Santé ;

Mai :

- Saint-Marc-des-Carières ;

Juin :

- Auclair ;
- Notre-Dame-du-Portage ;

Juillet :

- Saint-Louis-du Ha!Ha!;
- Rivière-du-Loup ;

Août :

- Sainte-Anne-de-Beaupré ;
- Cacouna paroisse ;

Décembre :

- Saint-Euzèbe.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-77

Promotion temporaire et réaffectation à un poste d'inspecteur dans le cadre du Programme Rénovation Québec/Ville de Lévis

Réf. : [RH-2003-058](#)

Attendu la subvention accordée à la Ville dans le cadre du programme Rénovation Québec - Ville de Lévis;

Attendu les exigences de la Société d'habitation du Québec quant aux modalités de réalisation des travaux;

Attendu qu'il est nécessaire de réaffecter deux ressources additionnelles à titre d'inspecteur pour l'étude des demandes de subventions reçues dans le cadre de ce programme;

Attendu que suite à un concours interne effectué conformément au protocole d'intégration (art. 13) intervenu entre la Ville et le Syndicat, SCFP section locale 2927, 2 candidats ont été retenus ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-11-87 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De promouvoir temporairement Gervais Pelletier au poste d'inspecteur, échelon 6 de la convention collective de l'ex-Ville de Saint-Romuald et de le réaffecter à un poste d'inspecteur en rénovation au Service - gestion de projets, selon les dispositions de la

convention collective de l'ex-Ville de Saint-Romuald et que son entrée en fonction soit effective à compter de la date de nomination d'un remplaçant à son poste.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-78

Entente à intervenir avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927 (SCFP) concernant l'intégration du personnel des bibliothèques

Réf. : [RH-2003-059](#)

Attendu les dispositions du protocole d'intégration des employés cols blancs concernant le personnel des bibliothèques ;

Attendu l'entente de principe intervenue le 7 septembre 2003 concernant l'intégration de ces employés;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-18 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer une entente à intervenir avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927 (SCFP) concernant l'intégration du personnel des bibliothèques, telle qu'annexée à la fiche de prise de décision RH-2003-059.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-79

Modification de la résolution CV-2003-06-62 « Amendements au Règlement numéro 967 établissant le Régime de retraite des employés de l'ex-Ville de Lévis »

Réf. : [RH-2003-060](#)

Attendu que la résolution CV-2003-06-62 concernant certains amendements au Règlement numéro 967 établissant le régime de retraite des employés de l'ex-Ville de Lévis doit être à nouveau modifiée ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De modifier la résolution CV-2003-06-62 « Amendements au Règlement numéro 967 établissant le Régime de retraite des employés de l'ex-Ville de Lévis » par le remplacement des mots « Chacun des membres désigné lors de l'assemblée annuelle pour chacune des catégories d'employés peut, lors des assemblées du Comité de retraite, être accompagné d'un observateur. » par les mots « Chacun des membres désigné par chacune des catégories d'employés peut, lors des assemblées du Comité de retraite, être accompagné d'un observateur. ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-80

Affectation temporaire à un poste de technicienne à la Cour municipale

Réf. : [AGR-COU-2003-003](#)

Attendu que Julie Blais, technicienne à la Cour municipale est présentement en congé de maladie ;

Attendu qu'il est devenu nécessaire de procéder à son remplacement afin que les tâches relatives à la perception des amendes soient exécutées de façon efficace;

Attendu l'acte de désignation de percepteur des amendes émis au nom de Brigitte Tanguay, agent de bureau, pour les fins d'un remplacement temporaire au poste de technicienne à la Cour;

Attendu que l'expérience acquise par celle-ci lui permettra de fonctionner promptement de façon autonome à ce poste;

Attendu que le remplacement de Brigitte Tanguay au poste d'agent de bureau, 22 heures par semaine, sera assuré par Louise Fortier, salariée temporaire col blanc, occupant déjà cette fonction;

Attendu que cette façon de procéder respecte les conventions collectives applicables ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'affecter Brigitte Tanguay, agent de bureau à la Cour municipale, au poste de technicienne à la Cour municipale en remplacement de Julie Blais et ce, pour la période du 10 novembre 2003 jusqu'au retour de cette dernière à son poste, aux salaire et conditions de travail prévus à la convention collective de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-81

Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 127 - Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Lévis (agrandissement de l'affectation Habitation à faible et moyenne densité)

Réf. : [DAT-URB-2003-206](#)

Le Maire tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 127 - Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Lévis.

Il explique de Projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Environ 10 personnes sont présentes. Aucune question ni commentaire.

CV-2003-09-82

Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme V90-604 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (agrandissement d'une zone commerciale)

Réf. : [DAT-URB-2003-125](#)

Le Maire tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme V90-604 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome.

Il explique de Projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Environ 10 personnes sont présentes. Aucune question ni commentaire.

CV-2003-09-83

Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 197 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (vente de véhicules, services de réparation de véhicules et entreposage)

Réf. : [DAT-URB-2003-170](#)

Le Maire tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 197 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

Il explique de Projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Environ 10 personnes sont présentes. Aucune question ni commentaire.

CV-2003-09-84

Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (résidences multifamiliales, boulevard de la Rive-Sud)

Réf. : [DAT-URB-2003-102](#)

Le Maire tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Il explique de Projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Environ 10 personnes sont présentes. Aucune question ni commentaire.

CV-2003-09-85

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant l'acquisition d'équipements informatiques pour l'intégration de la réforme du

cadastre au rôle d'évaluation et la création d'une matrice graphique numérisée ainsi qu'un emprunt

Réf. : [FIN-EVA-2003-010](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant l'acquisition d'équipements informatiques pour l'intégration de la réforme du cadastre au rôle d'évaluation et la création d'une matrice graphique numérisée ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet la réalisation de l'intégration de la réforme du cadastre au rôle d'évaluation et la création d'une matrice graphique numérisée ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 1 008 000 \$ \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 10 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque l'Assistant greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-09-86

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement ordonnant la fermeture d'une partie du lot 1 963 365 du cadastre du Québec (Chemin Méthot) et d'une partie du lot 2 244 725 de ce cadastre (rue de Valognes) (secteur Saint-Nicolas)

Réf. : [AGT-GEP-2003-027](#)

La conseillère Béatrice Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement ordonnant la fermeture d'une partie du lot 1 963 365 du cadastre du Québec (Chemin Méthot) et d'une partie du lot 2 244 725 de ce cadastre (rue de Valognes) (secteur Saint-Nicolas).

Ce règlement a pour objet de décréter la fermeture de rue d'une partie du lot 1 963 365 du cadastre du Québec (Chemin Méthot) et d'une partie du lot 2 244 725 de ce cadastre (rue de Valognes, secteur Saint-Nicolas).

De plus, la conseillère Béatrice Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque l'Assistant greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-09-87

Avis de Motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 197 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (secteur de l'Arbrisseau)

Réf. : [DAT-URB-2003-120](#)

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 197 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

Ce règlement a pour objet de modifier le *plan d'affectation du sol* à l'annexe I afin d'agrandir une aire d'affectation *Résidentielle faible densité* à même une partie d'une aire d'affectation *Expansion urbaine* dans la partie Nord-Est du territoire (secteur de l'Arbrisseau).

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque l'Assistant greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-09-88

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 197 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (secteur de l'Arbrisseau)

Réf. : [DAT-URB-2003-120](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-11-88 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 197 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-89

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (secteur de l'Arbrisseau)

Réf. : [DAT-URB-2003-120](#)

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

Ce règlement a pour objet :

- de modifier le *plan de zonage 1 / 2* compris dans l'annexe II afin de créer la zone H-325 à même une partie de la zone E-320 ;
- de modifier la *Grille des usages* comprise dans l'annexe I afin d'ajouter, à l'endroit approprié, la zone H-325 avec les usages autorisés suivants :
 - 11 – Habitation unifamiliale : A ;
 - 71 – Parc municipal : 1 ;
- de modifier la *Grille des spécifications* comprise dans l'annexe I afin d'ajouter, à l'endroit approprié, la zone H-325, les normes s'y appliquant (secteur de l'Arbrisseau).

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque l'Assistant greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-09-90

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (secteur de l'Arbrisseau)

Réf. : [DAT-URB-2003-120](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-11-88 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-91

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (habitations collectives, rue Saint-Laurent)

Réf. : [DAT-URB-2003-207](#)

Le conseiller Pierre Brochu donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Ce règlement a pour objet :

- de modifier le feuillet 23 de la *Grille des spécifications des usages* à l'annexe 2 afin d'ajouter l'usage « Habitation collective » comme usage permis dans la zone HF 59-87 ;
- de modifier le feuillet 61-3 de la *Grilles des spécifications des implantations* à l'annexe 3 afin d'ajouter à l'usage « Autres » dans la zone Hf-59-87, les normes s'y appliquant.

De plus, le conseiller Pierre Brochu demande la dispense de lecture du règlement puisque l'Assistant greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-09-92

Adoption du Projet de Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (habitations collectives, rue Saint-Laurent)

Réf. : [DAT-URB-2003-207](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-11-89 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

D'adopter le Projet de Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-93

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 251-89 de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue de la Colombière)

Réf. : [AGT-GER-2003-009](#)

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 251-89 de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Ce règlement a pour objet de modifier la « carte no. 2 - Affectations du sol » à laquelle réfère l'article 2.1.1 afin de remplacer une aire d'affectation *Expansion résidentielle* par une aire d'affectation *Résidentiel moyenne densité*, de changer le tracé de la route locale principale projetée dans le prolongement de la rue de la Colombière jusqu'au boulevard de la Rive-Sud et de modifier les limites de certaines aires d'affectation dans ce secteur.

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque l'Assistant greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-09-94

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 251-89 de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue de la Colombière)

Réf. : [AGT-GER-2003-009](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-43 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 251-89 de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-95

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 273-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue de la Colombière)

Réf. : [AGT-GER-2003-009](#)

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 273-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Ce règlement a pour objet de :

- modifier le « Plan de zonage » auquel réfère l'article 5 afin de changer les limites des zones 434, 435, 436, 441, 447 et 448;
- modifier la « Grille des spécifications 4C » à laquelle réfère l'article 7 afin d'autoriser, comme usages permis dans la zone 441, les habitations unifamiliales jumelées, bifamiliales isolées et bifamiliales jumelées avec des normes d'implantation appropriées.

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque l'Assistant greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-09-96

Adoption du Projet de Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 273-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue de la Colombière)

Réf. : [AGT-GER-2003-009](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-43 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'adopter le Projet de Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 273-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-97

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble numéro 276-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue de la Colombière)

Réf. : [AGT-GER-2003-009](#)

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble numéro 276-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Ce règlement a pour objet de modifier les articles 3, 11.3 et 11.4 afin de soustraire la zone 441 de l'application du règlement.

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque l'Assistant greffier a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-09-98

Adoption du Projet de Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble numéro 276-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue de la Colombière)

Réf. : [AGT-GER-2003-009](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-43 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Projet de Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble numéro 276-90 de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-09-99

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (rue du Cap)

Réf. : [AGT-GER-2003-007](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-12-33 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-06-08.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-00

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (rues du Hêtre et de l'Aréna)

Réf. : [AGT-GER-2003-023](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-07-76.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-01

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (stockage extérieur)

Réf. : [AGT-GER-2003-027](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-07-84.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-02

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (résidences multifamiliales)

Réf. : [AGT-GER-2003-030](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-07-88.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-03

Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre (omnibus)

Réf. : [AGT-GER-2003-031](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-07-72.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-04**Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (résidences multifamiliales)**Réf. : [AGT-GER-2003-036](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-07-96.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-05**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 520 de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (matériaux de revêtement extérieur)**Réf. : [AGT-GER-2003-028](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-48 modifiant le Règlement de zonage numéro 520 de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-07-98 et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-06**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC-des-Chutes-de-la-Chaudière**Réf. : [AGT-GER-2003-037](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-49 modifiant le Règlement 1987-03 sur le schéma d'aménagement de l'ex-MRC-des-Chutes-de-la-Chaudière sans

changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-05-44 et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-07

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (atelier de réparation et d'entretien de machinerie, chemin Filteau)

Réf. : [AGR-GRE-2003-026](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-50 modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-09-08 et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-08

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant des règlements d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue de l'Etchemin, secteur Saint-Romuald)

Réf. : [AGR-GRE-2003-024](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-51 modifiant des règlements d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-09-11 et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-09

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant des règlements d'urbanisme de l'ex-Ville de Lévis (rue de l'Etchemin, secteur Saint-Romuald)

Réf. : [AGR-GRE-2003-023](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Pierre Gagné

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-52 modifiant des règlements d'urbanisme de l'ex-Ville de Lévis, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-09-10 et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-10

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (omnibus)

Réf. : [AGR-GRE-2003-025](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-53 modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-09-09 et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-11

Financement de la dépense relative à l'installation d'un poste de surpression d'eau dans le parc industriel Bernières (secteur Saint-Nicolas) et abrogation de la résolution CV-2003-09-22

Réf. : [RE-GEN-2003-185](#)

Attendu que l'envergure de l'industrie D. Bertrand et Fils inc. dans le parc industriel de Bernières (secteur Saint-Nicolas) nécessite l'installation d'un poste de surpression du réseau d'aqueduc afin d'assurer le débit en eau potable requis conformément aux exigences formulées par le Groupe technique des assureurs (GTA) en matière de prévention contre l'incendie ;

Attendu l'échéancier d'occupation de l'industrie pour le printemps 2004 et l'urgence de procéder le plus tôt possible considérant les délais de livraison de certains équipements ;

Attendu que ce projet sera financé par emprunt au fonds de roulement plutôt qu'à même le crédit additionnel des fonds provenant du partage des actifs de l'ex-Société de promotion économique du Québec métropolitain ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

Pour financer la dépense estimée à 135 000 \$ relative aux honoraires professionnels, à l'exécution des travaux d'installation d'un poste de surpression d'eau dans le parc industriel Bernières (secteur Saint-Nicolas) et à l'acquisition des équipements requis, d'affecter ce montant aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de cinq ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2004.

D'abroger en conséquence la résolution CV-2003-09-22 « Crédits budgétaires additionnels pour l'installation d'un poste de surpression d'eau dans le parc industriel Bernières (secteur Saint-Nicolas) ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-12

Modification de l'annexe 2 de la transaction prévue à la résolution CV-2003-09-20 à intervenir avec la Société en commandite du Parc Prévost et Gestion Bertrand & Frères inc.

Réf. : [DEC-2003-007](#)

Attendu que l'annexe 2 du document de transaction à intervenir entre Gestion Bertrand & Frères Inc., la Société en commandite (SEC) du Parc Prévost et la Ville aux fins de l'implantation de la compagnie D. Bertrand & fils inc. dans les limites du parc industriel Bernières telle qu'annexé à la fiche de prise de décision DEC-2003-001, comporte une erreur cléricale en référence à la dénomination de la compagnie numérique qui se porte caution pour la Société en commandite du Parc Prévost en référence aux obligations contractuelles de cette dernière, bien que ledit document de transaction spécifie à son article 9, que la compagnie 9133-7253 Québec inc. intervient en faveur de la Société en commandite du Parc Prévost aux fins de confirmer l'étendue de l'engagement financier de cette dernière à la réalisation des travaux concernés;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De corriger l'annexe 2 de la transaction faisant l'objet de la résolution CV-2003-09-20 et ce, afin d'y mentionner que c'est la compagnie 9133-7253 Québec inc. qui se porte caution des engagements financiers de la Société en commandite du Parc Prévost pour un montant total de 227 000 \$ aux fins de la réalisation des travaux décrits dans ledit document de transaction, toutes les autres dispositions de la résolution CV-2003-09-20 et des documents y référant demeurant quant à eux inchangés et n'étant pas autrement modifiés.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-10-13

Dépôt du rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées

Le rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées est déposé.

CV-2003-10-14

Mandat au vérificateur général de la ville sur le dossier de l'implantation D. Bertrand et fils dans le parc industriel de Bernières

Attendu qu'il y a lieu de faire la lumière sur les transactions totalisant 2,5 M\$ en engagements financiers publics dans le dossier de l'implantation D. Bertrand et fils dans le parc industriel de Bernières ;

Attendu les enjeux financiers dans ce projet et le chambardement indu des priorités de la Ville dans le cadre du programme Renouveau urbain, chambardement qui pénalise les quartiers les plus vulnérables ;

Attendu que le Bureau économique du maire a conclu avec des compagnies à numéros créées le 18 septembre 2003 un projet d'acquisition de 1,1 M \$ en réserve foncière touchant des terrains situés dans la zone nord-ouest du parc industriel de Bernières ;

Attendu qu'il y a lieu de présenter à la population la nature des modifications apportées à l'entente originale négociée entre les parties et les moyens utilisés pour corriger la situation ;

Attendu qu'il y a lieu de fournir publiquement les informations pertinentes et les détails entourant l'ensemble des transactions ;

Attendu que le Bureau économique du maire, issu de la réforme administrative centralisée mise de l'avant par la Ville de Lévis, opère en vase clos sans un contrôle administratif suffisant ;

Attendu qu'il y a absence de règles précises encadrant les interventions de la Ville en matière de développement économique alors que le secteur résidentiel est régi par des règles du jeu équitables pour tous ;

Attendu qu'il y a lieu d'intervenir énergiquement afin d'éviter que le Bureau économique du maire ne devienne un gouffre sans fin ;

En conséquence :

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Que ce Conseil revoie l'organigramme et la structure administrative de la Ville afin de rattacher le Bureau économique du maire au sein d'une direction relevant de l'autorité de la direction générale.

Que ce Conseil confie au vérificateur général de la Ville le mandat de procéder à une vérification complète de l'ensemble de ce dossier et des transactions effectuées.

Que le vérificateur général dépose son rapport directement au Conseil municipal avec les recommandations pertinentes touchant le Bureau économique du maire.

Que la direction générale dépose au Conseil une fiche de prise de décision accordant au vérificateur général les outils techniques et financiers lui permettant de réaliser adéquatement son mandat.

Que copie de cette résolution soit acheminée au vérificateur général de la Ville et aux services concernés de la Ville de Lévis.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné, Philippe Laberge et Gilles Lehouillier.

Ont voté contre : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Guy Dumoulin, Jeannot Demers, André Hamel, Alain Lemaire et le maire Jean Garon.

La proposition est rejetée.

CV-2003-10-15

Période d'intervention des membres du Conseil

Aucune intervention.

CV-2003-10-16

Période de questions

Aucune question.

CV-2003-10-17

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

De lever la séance à 23h25.

Adoptée à l'unanimité

Jean Garon, maire

Jean Marion, assistant greffier
